

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

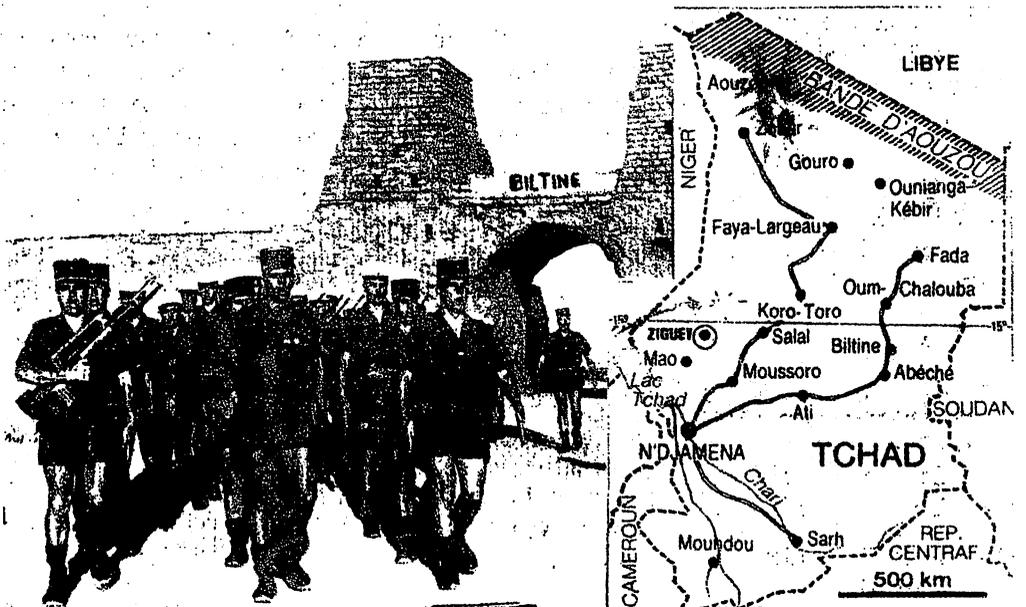
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 133 - 20 septembre 1984

PRIX : 2 Frs.

**TCHAD** accord ou pas  
l'impérialisme français reste  
le gendarme

SOMMAIRE  
AU  
VERSO



## SOMMAIRE

## éditorial

Page 2

- Editorial

TCHAD : ACCORD OU PAS, L'IMPERIALISME FRANCAIS RESTE LE GENDARME.

Page 3

- TCHAD : une famine provoquée par une politique criminelle

Selon un communiqué du ministère français des Relations extérieures, la France et la Libye ont décidé d'un commun accord d'évacuer simultanément leurs troupes du Tchad.

Page 4

- Mali : les dons sont revendus au lieu d'être distribués gratuitement

Ainsi donc, sauf problème de dernière heure, les troupes françaises devraient une fois de plus, évacuer le Tchad dans les jours qui viennent. Mais pour combien de temps ? On se souvient des précédents départs, toujours suivis de retours plus ou moins rapides. D'ailleurs cette fois-ci, Cheysson a pris le soin d'annoncer la couleur. Il a déclaré qu'une force resterait sur place pour s'assurer que toutes les troupes quittent le Tchad.

Page 5/6/7

- COTE D'IVOIRE : des tracts dénoncent le régime  
- "le procès des milliards": une mascarade de procès

Que la France tienne tant au Tchad, ce n'est pas un hasard. Ce pays est une ancienne colonie française. Or pendant la décolonisation, l'impérialisme français a pris la précaution d'installer dans toutes ces colonies des régimes fidèles. Ces régimes sont restés plus ou moins stables.

Page 8

- SENEGAL : CNTS, une bagarre ou l'intérêt des travailleurs est absent

Le Tchad, pays parmi les plus pauvres du monde, reste dans ce cadre un des maillons les plus faibles du système. Les gouvernements qui se succèdent à la tête de ce pays sont d'autant plus fragiles qu'ils sont confrontés à cette pauvreté: les mécontentements contre les injustices et la dictature créent des problèmes auxquels viennent s'ajouter des problèmes ethniques. Aucun gouvernement n'a été capable d'y assurer une quelconque stabilité, amenant la France à intervenir militairement. Entre deux retraits de troupes françaises, il ne s'écoule que le temps que d'autres révoltes éclatent, ou que d'autres conflits s'enveniment.

Page 9/10

- AFRIQUE DU SUD : les Noirs n'ont pas le droit de vote mais disent "non" autrement

C'est donc toujours la pauvreté et la misère. Le Tchad s'appauvrit toujours. Et dans cette pauvreté le capitalisme français trouve son compte ne serait-ce que par l'exploitation intensive du coton par la filière Cotontchad. Et il faut un sacré culot pour oser affirmer comme le fait Lionel Jospin (Premier Secrétaire du PS) que la France apporte "une aide économique et technique" au Tchad. Bien au contraire, elle y a des intérêts importants à défendre.

Page 11

- L'explosion démographique": un faux problème

Ce n'est donc pas seulement pour s'opposer aux visées expansionnistes de la Libye, qui sont réelles, que la France intervient. D'ailleurs ce n'est pas que depuis le 9 août 1983 que des troupes françaises interviennent au Tchad. On se souvient des multiples interventions sous Giscard et même bien avant lui. Et ces fois-là, il y a eu des départs, mais aussi des retours, alors qu'il n'était pas question de troupes libyennes.

\*\*\*    \*\*\*    \*\*\*    \*\*\*

### A B O N N E M E N T S

FRANCE : 1 an

- pli ouvert : 24 F

- pli fermé : 48 F

Etranger : écrire au journal

A D R E S S E

VOIR PAGE 11

La présence libyenne n'est donc qu'un prétexte de plus, tout comme l'utilisation hypocrite du sort des populations tchadiennes, ou le respect d'une quelconque intégrité du pays. La preuve en est que Habré, président officiel du Tchad et protégé

... / ...

de Paris, n'aurait même pas été informé des négociations avec la Libye. Attitude fort logique de l'impérialisme. Habré n'est qu'un valet. Et c'est en valet qu'il est traité.

Une chose est donc sûre : que cette nième évacuation de troupes se fasse ou pas, par la présence de ses forces au Gabon ou en Centrafrique, la France a toujours un œil sur ses intérêts au Tchad. Et elle n'aura pas forcément besoin du prétexte libyen pour venir jouer son rôle de gendarme, si ses intérêts sont menacés.

## TCHAD : une famine provoquée par une politique criminelle

Le mois dernier, selon des chiffres donnés par les autorités tchadiennes, il y avait 600 personnes mortes de faim et 300 000 autres sinistrées dans le Logone oriental et la Sous-Préfecture de Koumra ( au Sud du Tchad). Mais selon d'autres informations il y aurait plus de 1500 morts. Parmi les victimes il y avait surtout des enfants, des femmes en grossesse et des vieillards.

Les autorités ont envoyé 350 tonnes de vivres et 10 000 doses de vitamine A. Ce qui est tout à fait dérisoire vu l'ampleur de la situation catastrophique. Il est question d'envoyer prochainement 1000 tonnes de vivres. Mais même si, dans le meilleur des cas, cet envoi devient effectif, il n'est pas sûr que les vivres parviennent aux destinataires nécessiteux. Une partie du peu qui a été envoyé a peut-être disparu dans la nature ( celle des dignitaires locaux ). Le ministre de la lutte contre les calamités naturelles a avoué lui-même que "certains dons n'arrivent jamais aux personnes nécessiteuses et que d'autres ne sont pas répartis par les responsables locaux" ( ! )

Si la région du Sud considérée comme le "grenier" du pays est frappée par la faim, c'est que la famine qui avait durement touché l'année dernière plus de 250 000 personnes dans le centre et l'est du Tchad a fini par s'étendre dans tout le pays.

Cependant, dans le cas de la famine actuelle, il doit y avoir une raison supplémentaire. Selon le journal gouvernemental "Info-Tchad" daté du 23 Août, les populations du Sud seraient victimes de leur propre imprévoyance : "la situation de la famine est due en partie à la négligence des populations elle-même. Croyant en effet à la précocité de la saison pluvieuse, celles-ci ont vendu toutes leurs réserves de vivres" (!). Cette explication dispute le cynisme à la stupidité. On ne s'attend évidemment pas à ce que les journalistes qui jouent le rôle des griots modernes critiquent une mauvaise action des dirigeants. Mais il faut croire qu'ils n'ont vraiment pas la moindre imagination pour trouver quelque chose de moins grotesque.

La famine s'explique en partie, il est vrai, par les conséquences désastreuses de la guerre et de la sécheresse. Mais dans le cas du Sud, bon an mal an, la période de sécheresse (appelée pudiquement période de "soudure") qui correspond à la saison des pluies n'a jamais pris une proportion aussi dramatique. Si cette année des morts de faim se comptent par centaines, c'est que l'année dernière la culture vivrière a été considérablement réduite au profit de celle du coton imposé par l'impérialisme français. C'est ainsi que la production du coton aurait même battu les records l'année passée en atteignant 180 000 tonnes.

Si un tel résultat a été atteint - malgré la situation de guerre, la pluviométrie insuffisante et les moyens de culture archaïques - cela s'explique simplement par le fait que les paysans terrorisés par le régime dictatorial de Habré ont été obligés de s'occuper presque exclusivement de la culture du coton au détriment de celle des céréales.

La famine dans le Sud est donc provoquée par une politique brutale qui a sacrifié les intérêts vitaux des populations pour assurer les profits des capitalistes de Cotonchad, société derrière laquelle se trouve la CFDT ( Compagnie Française de Textile ).

## MALI des problèmes pour changer le franc malien en franc CFA

Le 31 Août c'était le dernier délai au-delà duquel le Franc malien ne serait plus valable au Mali. Beaucoup de gens, surtout ceux des campagnes reculées ont dû se déplacer jusqu'à 100 kilomètres pour pouvoir changer leur argent. Le gouvernement avait envoyé ses agents dans les différents arrondissements mais pas assez et en plus ceux-ci ne restaient sur place que quelques jours. Dans les régions environnantes de Kaye par exemple cela se manifestait par des queues interminables. Comme tout le monde avait peur de ne pas pouvoir changer sa monnaie, cela se traduisait par des bagarres. D'autres étaient obligés de se déplacer jusqu'à Kaye pour changer leur argent.

A cela s'ajoute le fait que certains commerçants n'ont même pas modifié leurs prix. Ce qui était vendu à 100 francs maliens, par exemple, aurait dû après le changement de monnaie, être vendu à 50 FCFA. Mais certains commerçants ont tout simplement transformé 100 FM en 100 FCFA. Résultat, dans certains endroits les prix ont doublé alors que les salaires ont été réduits de moitié.

## MALI les dons sont revendus au lieu d'être distribués gratuitement

Les sacs de céréales envoyés par des organismes internationaux sous forme de "dons" pour aider les populations menacées par la famine au Mali, se retrouvent chez les commerçants. Ceux-ci les revendent alors qu'officiellement ils sont destinés à être distribués gratuitement.

Dans les grandes villes comme Kaye on achète un sac de céréales entre 30000 et 32000 FM et dans les campagnes on les retrouve à 40 000 FM. C'est un scandale mais le régime des galonnés n'est pas à un scandale près. Si les sacs de céréales donnés au gouvernement se retrouvent chez les commerçants, c'est que les fraudeurs se trouvent très haut placés dans le gouvernement.

C'est ainsi que Moussa Traoré et sa clique au pouvoir s'enrichissent de la misère des populations.

# COTE D'IVOIRE

## des tracts dénoncent le régime

Des tracts ont été distribués au début de ce mois en Côte d'Ivoire. Ils dénonçaient entre autres "le pouvoir sans partage" d'Houphouët, "la gestion scandaleuse" de son entourage, "l'enfer, l'injustice et la misère" qui caractérisent la Côte d'Ivoire.

Certains ministres parmi les plus serviles à l'égard d'Houphouët ont été attaqués dans ces tracts. Il s'agit notamment de Djédjé Mady, ancien président du MEECI (section scolaire du PDCI parti unique), Béchio Jean - Jacques ex-étudiant contestataire, plusieurs fois envoyé en camp militaire, et aujourd'hui jeune loup du régime à 34 ans. Le dernier ministre est Balla Keita, dont les louanges à l'égard d'Houphouët agacent même ses collègues ministres.

Face à ces tracts, le pouvoir a réagi. Houphouët étant en vacances en Europe, le bureau politique du PDCI est intervenu à la télévision pour stigmatiser la distribution des tracts jugés "mensongers" et appeler les Ivoiriens à se méfier des "prophètes de malheur".

Ces tracts, comme tous ceux qui sont périodiquement distribués, mais dont le régime ne parle pas, étaient anonymes. Il n'empêche que ces tracts se sont distribués et ont semble-t-il été accueillis favorablement par la population d'Abidjan.

Cette distribution de tracts contre le régime Houphouët n'est pas la première du genre. Depuis la grève des enseignants et médecins, en Avril 1983, régulièrement des tracts apparaissent, dénonçant le train de vie de tel ministre, ou tout simplement critiquant le régime.

C'est un signe des temps. Nous sommes en pleine crise économique. Cela se traduit en Côte d'Ivoire par une aggravation des conditions de vie de toute la population. Pour les petites gens, tous ces sans travail et sans domicile fixe des quartiers populaire c'est vraiment l'enfer. Mais même pour ceux qui ont la chance d'avoir un salaire, les motifs de mécontentement sont énormes.

On se souvient de la suppression du logement gratuit aux enseignants l'année dernière. Depuis, il y a eu le blocage des salaires pour tous. A l'heure actuelle, il est question que le régime aligne le salaire des employés de nombreux services para-publics (salaires jugés trop élevés) sur ceux de la fonction publique. Cela équivaldra à une diminution de salaires pour quelques 40 000 salariés.

Pendant ce temps, pas un jour ne passe sans que l'actualité ne révèle les frasques de tel ministre qui a reçu 150 millions de l'Etat pour entretenir sa villa, d'autres 100 ou 200 millions, en pleine crise, pour des travaux qui n'ont jamais été effectués. Voitures de luxe, fêtes fastueuses, tels sont les passe-temps favoris de tous ces messieurs du gouvernement.

Le régime les y encourage fortement d'ailleurs. Puisque officiellement, chaque ministre dispose d'un budget spécial. Vacances pour lui, et sa famille en France. De même il est de règle que les femmes de ministre n'accouchent qu'en France.

Les frais sont pris en charge par l'Etat crise ou pas. Car pour ces messieurs aucune maternité, aucun hôpital n'est digne de leur rang en Côte d'Ivoire même.

Et quand par-dessus le marché, des hauts dignitaires, par l'intermédiaire de hauts fonctionnaires, avec la complicité des ministres de l'entourage immédiat d'Houphouët, ont réussi à détourner des milliards de F CFA ( le régime n'a pas osé donner le chiffre officiel ), et que seuls quelques hauts fonctionnaires ont été condamnés, après une caricature de procès, ( ce n'est même pas sûr qu'ils soient réellement poursuivis ), l'on comprend que des tracts circulent à Abidjan et aient un bon accueil de la population.

Ce n'est pas un hasard si ces messieurs du pouvoir ont couru à la télévision pour se défendre. Le bureau politique du PDCI est ainsi intervenu non pas seulement parce qu'un tract l'accuse justement, mais surtout par peur que la population ne réagisse contre lui, grâce aux tracts.

D'ailleurs quelques semaines après l'apparition de ces tracts, le PDCI a décidé d'envoyer des représentants à l'intérieur du pays pour s'expliquer, expliquer la politique du gouvernement. Ces rapaces réussiront peut-être à tromper la population. Toujours est-il qu'ils donnent la preuve qu'ils ont peur malgré tout et qu'ils n'ont pas la conscience tranquille.

## COTE D'IVOIRE " le procès des milliards " une mascarade de procès

Sept hautes personnalités condamnées à 20 ans de prison, trois millions de F CFA d'amende chacune et plusieurs milliards à rembourser au trésor ivoirien : tel est le verdict du procès des milliards, qui s'est tenu durant le mois d'août à Abidjan.

Cette affaire, qu'on a appelée l'affaire de la Logemad a débuté en avril 1983, à l'occasion de la grève des enseignants ivoiriens. A ce moment-là, un scandale qui couvait depuis des mois a éclaté. Il s'agissait du détournement de plusieurs milliards de F CFA que gérât la Logemad ( organisme chargé du logement des fonctionnaires ). Détournement dans lequel de hautes personnalités, de même que la famille d'Houphouët étaient impliquées.

Ce scandale a conduit la dissolution de la Logemad. Houphouët en a profité pour déclarer solennellement que "les coupables du détournement seraient punis" et qu'il "ne ferait pas de sentiment". Une commission d'enquête fut donc mise sur pied.

Et effectivement cette commission a découvert des choses. Ainsi, il s'est avéré que les dirigeants de la Logemad ont payé des loyers exorbitants pour des logements qui n'existaient pas. La commission a pudiquement baptisé cette pratique de la Logemad de préfinancement. Ou alors, ils ont payé des doubles salaires à des collaborateurs de ministres, loué des villas pour des maîtresses de journalistes.

Le procès a débuté le 17 août 84, après plus de dix mois d'enquête. Parmi les accusés il y avait un assistant technique français; c'est le fondateur de la Logemad. Il y avait aussi Mme Gervais épouse de l'ex-ministre ivoirienne de la condition féminine. Il était en même temps haut responsable de Logemad et un des principaux chefs d'entreprise d'Abidjan.

Les audiences se déroulaient dans une salle archi-comble. La foule était si importante que des hauts parleurs avaient été installés à l'extérieur pour permettre à tout le monde de suivre les interrogatoires. Des anciens ministres et hautes personnalités avaient en effet été cités comme témoins. Tous ont défilé à la barre, donnant l'impression qu'il s'agissait d'un vrai procès. Mais quel cinéma! D'ailleurs jusqu'à la fin du procès, personne, ni les avocats, ni les juges n'ont parlé du montant exact des sommes détournées.

La foule qui a suivi le procès avec passion a cru un moment que c'était sérieux. Mais elle a dû vite déchanter. Les accusés ont nié avoir empoché de l'argent de l'Etat. Par contre, certains ont reconnu avoir utilisé les fonds de la Logemad pour d'autres opérations, sur l'ordre d'un ministre, ou sur ordre de la présidence. Tous ont accusé d'une manière ou d'une autre, un haut responsable de la présidence ou un ministre. Mais le tribunal n'a pas jugé utile d'accorder foi à de telles accusations.

En définitive ce sont sept responsables de la Logemad qui officiellement, paieront pour tout ce monde de rapaces. Et encore, avec le cynisme qu'on lui connaît, Houphouët est capable de les faire relâcher au bout de quelques mois. Après tout, ils lui ont sauvé la mise en se faisant salir.

Quoi qu'il en soit, il ne fait aucun doute pour personne que ce procès des milliards est encore une escroquerie de plus au compte d'Houphouët.

## ABIDJAN grève des chauffeurs de taxi

Pendant toute une journée les chauffeurs de taxi d'Abidjan ont bloqué la circulation dans un certain nombre de quartiers. Ils étaient en grève. La population abidjanaise et les autorités ont découvert que les chauffeurs ont des problèmes. Les chauffeurs de taxi ont en effet bien des raisons de se plaindre contre les patrons de taxis.

Lorsqu'un chauffeur fait un accident, et qu'il est responsable, les patrons des taxis obligent le chauffeur à participer aux frais de réparation. Les chauffeurs demandent catégoriquement la suppression de cette pratique. D'autre part les chauffeurs de taxis n'ont pas le droit de transporter gratuitement les membres de leur famille.

En plus les chauffeurs sont souvent contrôlés par des agents contrôleurs des patrons de taxis. C'est au cours d'un de ses contrôles que plusieurs chauffeurs ont refusé de se laisser faire et que la grève a été déclenchée rapidement.

Certes cette grève n'a pas touché tous les chauffeurs de taxis d'Abidjan. En tous les cas ils étaient assez nombreux pour bloquer la circulation dans les quartiers et perturber l'ordre établi des patrons.

Les grévistes ont été désavoués par les représentants du syndicat des chauffeurs de taxi sous prétexte que c'est une grève lancée par des irresponsables minoritaires. De toutes façons ces représentants de l'UGTICI sont plus des représentants des patrons et du gouvernement que ceux des travailleurs.

# COTE D'IVOIRE

## la police rançonne les voyageurs

Quand on est travailleur malien ou voltaïque vivant en Côte d'Ivoire, retourner chez soi par la route est une expédition pleine d'obstacles. Les passagers de taxi-brousse sont obligés de s'arrêter en moyenne tous les 20 à 30 Km, avant d'atteindre la frontière, non pas parce que le voyage est épuisant ou que les pistes sont mauvaises. Non! C'est uniquement parce que les agents de la police arrêtent les véhicules et obligent les passagers à déboursier 1000 F CFA par personne.

Des raisons il n'y en a aucune. S'il y en a c'est que ces agents de police se comportent en véritables brigands de grands chemins. Ils rançonnent tous les passagers en les intimidant par des menaces. Evidemment ils ont la loi et les armes Et c'est surtout dans les petits villages éloignés des grandes agglomérations, où ils ont leurs postes qu'ils font la pluie et le beau temps. Ils agissent ainsi parce que les ressortissants du Mali ou du Bourkina ( Haute Volta ) sont considérés comme des immigrés mal venus. Ils ont des situations précaires et il n'est pas difficile pour les policiers de les rançonner.

## CNTS une bagarre où l'intérêt des travailleurs est absent

Des bagarres violentes ont opposé le 20 juillet, partisans de Madia Diop actuel secrétaire général de la CNTS et ceux de Moustapha Touré, responsable du Syndicat des Transporteurs Routiers ( lui aussi membre de la CNTS ). Cela s'est passé à la Bourse du Travail à Dakar lors d'un meeting.

Il y aurait eu 6 morts et 52 blessés selon la version de Moustapha Touré alors que la direction de la CNTS affirme qu'il y a eu 1 mort et 78 bléssés.

Selon les délégués des Transports Routiers, ces bagarres ont été provoquées par les fidèles de la direction de la CNTS qui ont perturbé par des jets de pierres leur assemblée générale. Selon les dirigeants de la CNTS et ceux de l'Etat, les responsables de cet affrontement sont les partisans du "dissident" Moustapha Touré qualifiés de "saboteurs", de "provocateurs" et de "comploteurs" voulant infiltrer et déstabiliser le CNTS.

Les chauffeurs des "Cars Rapides" de Dakar ont observé une grève de près d'une semaine pour protester contre les agissements de la direction de la CNTS. Il n'est pas aisé de savoir les raisons exactes qui opposent la direction de la CNTS aux syndicalistes partisans de Moustapha Touré. Toujours est-il que les représentants de l'Etat comme Mme Fambaye Fall Diop ( ministre délégué chargé des émigrés ), Mr Thirno Bâ ( secrétaire d'Etat à l'emploi ) et d'autres représentants du PS ont tenu à apporter leur soutien à la direction de la CNTS. Cela est bien significatif.

" Il nous faut ressembler les rangs et combattre dans l'intérêt général des travailleurs " a déclaré madame le ministre.

" Qui affronte les travailleurs en fera un jour les frais " déclare l'autre ministre qui continue en disant que " la classe ouvrière est la force majeure de ce pays... Son unité est la seule alternative de lutte contre le patronat ".

Quant au secrétaire général de la CNTS, Madia Diop, il a affirmé " la détermination de la CNTS, qui s'opposera avec fermeté à ceux qui veulent manipuler la classe ouvrière, la domestiquer ".

Que de paroles hypocrites de la part de ces représentants de l'Etat qui parlent au nom des intérêts des travailleurs, ou de la part des dirigeants de la CNTS qui roulent pour le PS et tentent justement de " manipuler " et " domestiquer " la classe ouvrière pour la mettre à la remorque du gouvernement de Diouf, à la solde des exploités.

AFRIQUE du SUD les noirs n'ont pas

le droit de vote mais ils disent "non"

autrement

Plusieurs émeutes ont éclaté en Afrique du Sud au début de ce mois plus particulièrement dans les banlieues noires de Johannesburg. Ces émeutes qui firent officiellement 29 morts ont été provoquées par les augmentations des loyers et de l'électricité.

Les manifestants s'en sont pris plus particulièrement aux notables noirs dirigeant les municipalités où les loyers ont été augmentés. Ainsi le Président noir du conseil municipal de Lekoa qui contrôlait plusieurs cités a été tué par les manifestants. Le maire adjoint de Shaperville, ville qui a déjà fait parler d'elle en 1960 à l'occasion d'une grande émeute contre l'apartheid, a également subi le même sort. Plusieurs élus municipaux noirs ont vu leurs maisons, voitures et boutiques incendiées. Il a fallu une répression brutale avec l'intervention des blindés et des hélicoptères pour venir à bout des émeutes. Le fait même que des revendications sociales se passent dans un pays dirigé par un gouvernement raciste fait que c'est le problème politique, le problème de l'apartheid qui se pose.

Ce n'est pas un hasard si cette émeute, la plus importante depuis celle de Soweto en 1976 a eu lieu tout juste au moment où Pieter Botha, le dirigeant de l'apartheid tentait à travers sa "réforme constitutionnelle" d'attirer la communauté métisse et indienne vers la collaboration avec l'apartheid. Pour cela il avait organisé des élections afin que les Indiens et les Métis élisent leurs représentants pour siéger dans une Chambre aux côtés des représentants blancs qui restent bien entendu majoritaires à l'Assemblée. Malheureusement pour les dirigeants de l'apartheid, le piège n'a pas fonctionné. La jeunesse indienne et métisse n'est pas restée les bras croisés. Elle a marqué son refus de l'apartheid en organisant des grèves dans les écoles ainsi que des manifestations et des meetings pour appeler au boycott. Résultats, près de 80 % d'abstentions chez les Indiens et près de 70 % chez les Métis.

La tentative de division des différentes communautés s'est soldée par un échec. Les dirigeants de l'apartheid voulaient en effet se servir des Indiens et des Métis, tout en les considérant comme des citoyens de seconde zone, comme

... / ...

des alliés assurant la position d'intermédiaire entre Blancs et Noirs. Cette "faveur" n'a pas été prise comme telle par la communauté indienne et métisse, notamment par la jeunesse. Car même si le régime leur accorde le droit d'élire leurs députés, c'est toujours dans le cadre de la ségrégation raciale. Les jeunes indiens et métis ont été sensibles aux appels des organisations anti-apartheids telle que l'ANC, ils se sont solidarisés avec les Noirs pour boycotter ensemble ces élections. Alors l'opération du régime, loin de diviser les communautés non blanches, a au contraire resserré les liens entre elles.

Aujourd'hui, le gouvernement sud-africain comprend un Indien et un Métis. Alors les dirigeants de l'apartheid veulent utiliser cette "innovation" comme un "assouplissement" du système en vigueur. Mais cet assouplissement de façade ne concerne même pas les 3/4 de la population de l'Afrique du Sud constitués par les Noirs qui n'ont pas droit de cité.

Depuis un mois au moins, plusieurs grèves, manifestations, semblent indiquer qu'il y a un regain de combativité en Afrique du Sud. Les mécontentements qui font surface ces derniers temps sont-ils liés à la crise économique ? Toujours est-il que les premières émeutes sont liées à des problèmes économiques. Les mineurs ont également entamé une grève pour revendiquer des augmentations des salaires et le droit aux congés payés. Les mines d'or ont été paralysées le lundi 17 septembre. Plusieurs émeutes de moindre ampleur ont éclaté un peu partout. On peut constater que le gros du bataillon de ceux qui luttent est constitué par des Noirs pauvres, des travailleurs et des jeunes chômeurs des bidonvilles. On peut constater aussi que l'origine de ces luttes, ce sont des revendications ou des mesures qui les frappent en tant que pauvres. Toutes ces luttes diverses finissent par se joindre à un dénominateur commun qui est la lutte contre le régime de l'apartheid et c'est évidemment dans la logique des choses ; non seulement en raison du caractère abject de ce régime basé sur la discrimination raciale mais aussi parce que ce régime et ses forces de répression qui protègent l'inégalité raciale protègent également bien d'autres choses, à commencer par les inégalités sociales. Et c'est donc tout naturellement que les manifestants s'en prennent au régime, à l'Etat lui-même.

Mais il est frappant aussi de constater que cette fois-ci, les Noirs déshérités ne s'en sont pas seulement pris aux forces de répression du régime blanc, mais également à des notables, à des riches issus de leurs propres rangs. Il est évidemment difficile de savoir dans quelle mesure les déshérités s'en sont pris aux notables : parce que riches et notables ou parce qu'ils voyaient en eux des représentants du régime de l'apartheid. Il est d'ailleurs sans doute difficile de faire la différence entre ces deux aspects, mais en tous les cas, cela rappelle que la population est loin de constituer un tout homogène. Il y a en Afrique du Sud une bourgeoisie noire riche, possédant des grands magasins, des belles voitures et villas. Il y a des notables privilégiés qui n'ont de commun avec les autres Noirs que leur couleur. Et si les émeutiers s'en sont pris à cette catégorie de gens, c'est parce que tout naturellement ces notables sont enclin à collaborer avec ce système qui les arrange finalement. La dignité humaine ne passe pas toujours avant les privilèges matériels.

Apparemment donc, une partie des Noirs pauvres sont sensibles à cet aspect des choses et orientent une partie de leur colère contre ces notables. Il est nécessaire pour les pauvres, pour les ouvriers, d'être conscients que s'il leur faut lutter contre le régime de l'apartheid et le grand capital international qui est derrière lui, il leur faut prendre leurs précautions afin de ne pas tirer les marrons du feu pour les privilégiés ou les notables issus de leurs rangs. Cela implique la conscience que la classe ouvrière noire a ses intérêts à préserver contre l'apartheid bien sûr, mais aussi au sein de la communauté noire. Cela implique enfin que si la lutte contre l'apartheid prend de l'ampleur, les ouvriers joueront le rôle prépondérant qu'ils ont toujours en Afrique du Sud, et ils auront intérêt à se donner des structures autonomes dans cette lutte.

# "L'explosion démographique" : un faux problème

Lors de la treizième conférence régionale de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) pour l'Afrique tenue en juillet dernier à Hararé (Zimbabwe), le Directeur Général de cette organisation a déclaré : "l'explosion démographique, la plus élevée du monde avec des taux de croissance de 4 % par an sur le continent, est la principale cause de l'accroissement de la demande alimentaire". Puis il a souligné : "S'ils n'interviennent pas pour faire baisser le taux de fécondité beaucoup de pays courent tout droit à la catastrophe".

Les représentants des pays riches nous répètent sur tous les tons que les pays pauvres courent à leur perte à cause de la surpopulation. Mais ils ne nous expliquent pas la contradiction entre le fait qu'il y a surpopulation là où il y a la misère et dénatalité là où existe la surproduction.

Dans les pays riches dits pays de consommation, les gens vivent plus longtemps du fait de leurs conditions de vie relativement meilleures et ils tiennent à la qualité de la vie. Avant de faire des enfants, ils regardent par deux fois à l'épaisseur de leur bourse. Dans les pays pauvres, par contre, les populations sont exposées à toutes sortes de maladies et d'épidémies à cause de leurs conditions de vie désastreuses. Il s'ensuit un âge d'espérance de vie très court. Dans ces conditions, la natalité apparaît comme le seul moyen pour elles d'assurer la survie de l'espèce.

La notion même de "surpopulation" est une notion révoltante, bien à l'image de la barbarie de la société dans laquelle nous vivons : parce qu'il n'y a pas "trop" d'hommes par rapport aux ressources alimentaires. (Si tel était le cas, il faudrait d'ailleurs se demander comment augmenter les ressources, et non pas comment réduire le nombre d'hommes). Seulement, c'est la production, ou plus exactement la distribution des ressources alimentaires qui n'est pas adaptée aux besoins humains, en raison de l'organisation capitaliste de l'économie.

En effet suivant la loi du profit qui est à la base de ce système, on ne produit pas en fonction des besoins de l'homme, mais on produit n'importe quoi en fonction du profit qu'il peut rapporter, on produit pour vendre. La "surpopulation" dont parlent les capitalistes est tout simplement le nombre des gens qui n'ont aucun moyen d'acheter. Et cela n'a rien à voir avec une insuffisance alimentaire à l'échelle du monde. Au contraire l'accumulation des richesses réalisée par les pays impérialistes grâce au pillage du monde entier, pourrait suffire largement à l'humanité tout entière si elle était répartie d'une façon juste.

Là est le noeud du problème que les capitalistes cherchent à masquer. Une répartition plus juste des richesses est la seule solution. Mais celle-ci ne peut être que révolutionnaire. Et en parlant de "catastrophe", n'est-ce pas au fond, cette perspective révolutionnaire que les capitalistes redoutent ?

\* \* \* \* \*

## A D R E S S E

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
pour le P A T  
B P 42  
92114 Clichy-Cédex

\* \* \* \* \*

# CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.